

Série de grèves sans précédent à Béjaïa

La wilaya de Béjaïa est secouée ces derniers jours, par une série de grèves sans précédent. Tous les secteurs, ou presque, sont touchés par la grogne sociale. Les étudiants, les paramédicaux, les greffiers et les agents communaux affiliés au Snapap, ne décolèrent pas face au mutisme de leurs hiérarchies et continuent de paralyser toute une ville et même toute une région, où la situation est au bord de l'explosion.

En effet, c'est un climat d'une extrême tension qui règne à Béjaïa depuis plusieurs jours, où le volet social est menacé par certaines restrictions gouvernementales.

Les revendications des grévistes portent essentiellement sur les conditions de travail, l'insuffisance des infrastructures, la dégradation du pouvoir d'achat et le manque de communication avec les administrations concernées.

Les deux campus universitaires que compte la wilaya sont quasiment bloqués par l'effervescence estudiantine depuis le nouveau décret concernant le système LMD, émanant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Nous avons appris de sources proches du comité estudiantin que les examens seront reportés à une date ultérieure et que le mouvement se durcira davantage si leurs revendications ne seront pas satisfaites.

Même son de cloche aussi du côté des agents communaux du Snapap, qui ont entamé, depuis hier, un mouvement de contestation et de grève de trois jours. Le Bureau du conseil national du secteur des communes affilié à cette structure syndicale déplore, dans un communiqué parvenu à notre rédaction, «la situation socioprofessionnelle alarmante des travailleurs communaux qui continuent de subir mépris et marginalisation après plusieurs promesses non tenues de la part de la tutelle» et dénonce avec force «les atteintes aux libertés syndicales et au droit de grève».

Le Snapap s'est dit éreinté du licenciement du syndicaliste de la commune de Chlef Hadji M'hamed, du retard flagrant qui dépasse 3 ans pour la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire des communaux contrairement aux autres secteurs de la Fonction publique, et de la situation précaire des vacataires et contractuels.

Les syndicalistes ont aussi soulevé, dans leur communiqué, «l'exploitation» des travailleurs par le recours au recrutement dans le cadre du filet social et de l'emploi de jeunes, sans oublier la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs qui n'arrivent, selon eux, plus à faire face au coût de la vie. Ils dénoncent, par ailleurs, le non-respect des lois de la République relatives à l'exercice du droit syndical et du droit des travailleurs de se constituer en syndicats dans plusieurs établissements publics et institutions de l'Etat, ainsi que leur exclusion dans l'élaboration du statut particulier et de toutes les lois relatives au monde du travail par le nouveau code communal.

Les travailleurs de toutes les communes de Béjaïa, à l'exception de celle d'Akbou, ont décidé d'organiser une marche de protestation demain mercredi dans les rues du chef-lieu, afin d'exiger des pouvoirs publics la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire des communaux. Mettre fin à la précarité de l'emploi par l'intégration de tous les vacataires et contractuels, le respect des libertés syndicales et du droit à la grève, la réintégration du syndicaliste de Chlef, l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11 qui empêche l'augmentation du Snmg, le maintien du régime de la retraite sans condition et la participation de tous les syndicats dans l'élaboration du nouveau code du travail, telles sont leurs principales revendications. A la cour de Béjaïa, rien ne va plus.

Tout le personnel est en grève, notamment les greffiers, à l'instar des autres juridictions nationales. Les dernières décisions prises par le garde des Sceaux à l'encontre du personnel gréviste a vivement «indigné» le collectif de la cour de Béjaïa, qui s'est réuni dimanche dernier dans une salle d'audience pleine à craquer, où plusieurs responsables du collectif se sont succédé à la barre pour dénoncer leur cadre de travail et leur statut.

Nous avons appris, par ailleurs, que le nouveau wali de Béjaïa, Touhami Ahmed Hamou, qui avait, pour rappel, dénoncé devant des centaines de citoyens, les agissements «irresponsables» de certains élus de l'APC de Béjaïa, lors d'un conseil de wilaya, aurait diligencé une commission d'enquête dans les affaires de la municipalité.

Considérée comme l'une des plus riches communes d'Algérie, avec plusieurs milliards de dinars dans les caisses de la recette municipale, la ville de Béjaïa demeure l'une des rares villes du pays à être handicapée de réseaux routiers urbains et asphyxiée par une gestion locale alarmante.

Il ne se passe pas un jour sans qu'un rassemblement de contestation soit organisé devant le siège de la mairie.

Kamel Gaci

MAINTENANT LA PRESSION Les paramédicaux menacent d'une démission collective

Jusqu'où les paramédicaux iront-ils pour faire aboutir leurs revendications ? «Déposer une démission collective», menacent-ils.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -La persévérance finit par payer mais est-ce le cas pour le personnel paramédical ? A l'appel de leur syndicat, le SAP, les paramédicaux entament aujourd'hui leur troisième semaine de grève illimitée.

Le ministre de la Santé multiplie les déclarations en se félicitant d'avoir répondu à l'ensemble des revendications du personnel. Un satisfecit que les paramédicaux ne partagent pas. Puisque, ils n'ont «encore rien vu de concret». «Si le ministre de la Santé a réellement signé l'ancrage juridique avec son homologue de l'enseignement supérieur nous permettant l'accès à une formation LMD, pourquoi le cache-t-il ?» s'interrogent-ils.

Pour maintenir la pression sur la tutelle et faire preuve de mobilisation, les paramédicaux des différents établissements hospitaliers de la capitale se sont donné rendez-vous hier matin au CHU Mohamed-Lamine-Debaghine de Bab-El-Oued pour un rassemblement de protestation.

Avec des slogans hostiles à leur ministre tels que «démission collective», «Ould Abbès dégage», «un mois ou deux, nous n'allons pas nous arrêter», les protestataires ont ensuite marché à l'intérieur de l'établissement hospitalier. S'arrêtant devant la stèle érigée à la mémoire du personnel médical décédé lors des inondations de Bab-El-Oued de novembre 2001, les paramédicaux ont observé une minute de silence et déposé une gerbe de fleurs avant de poursuivre leur manifestation pendant toute la matinée.

M. Gachi, président du SAP, a indiqué que l'administration est en train de faire de la pression

sur le personnel pour casser la grève. Cette dernière, poursuit-il, a menacé de suspendre les grévistes. M. Gachi est catégorique : «Si ces menaces viennent à être appliquées, c'est l'ensemble de la corporation qui déposera sa démission.»

Pour mettre fin à leur mouvement de protestation, les paramédicaux exigent d'Ould Abbès des négociations avec leurs représentants «légitimes». Sans quoi, les blocs opératoires vont encore travailler au ralenti.

Des malades sur liste d'attente

Selon des médecins, la liste d'attente des malades nécessitant des interventions chirurgicales s'allonge. C'est le cas au service CPMC. Les malades atteints de maladies lourdes, comme le cancer du sein, sont obligés de prendre leur mal en patience. «On m'a diagnostiqué un cancer du sein mais je suis sur liste d'attente pour une intervention chirurgicale. On me deman-



Photo : Samir Sid

La mobilisation des paramédicaux n'a pas baissé.

de d'attendre la fin de la grève des paramédicaux mais le cancer n'attend pas. J'ai peur que ma maladie s'aggrave et qu'à ce stade, c'en sera fini pour moi», c'est là un cri de détresse d'une patiente, qui doit subir les conséquences d'un conflit dont elle n'est pas responsable, comme elle dit.

Les paramédicaux ont décidé de n'assurer que le service minimum et de laisser pour plus tard les interventions froides. Visiblement, le ministre de la Santé risque de subir, outre la colère des personnel médical et paramédical mais aussi celle des malades.

S. A.

NÉGOCIATIONS SUR LES REVENDICATIONS DES PARAMÉDICAUX

Le ministre de la Santé «censure» le SAP

Le ministre de la Santé a visiblement trouvé d'autres interlocuteurs outre le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), en grève illimitée depuis trois semaines.

Pour discuter des préoccupations des paramédicaux, Ould Abbès préfère négocier avec la Fédération nationale des travailleurs de la santé (FNTS), affiliée à l'UGTA. Dans un communiqué, le département de la santé a rappelé que les réunions de travail entre les deux parties se poursuivent.

Le communiqué indique que les trois avant-projets des statuts particuliers relatifs aux paramédicaux, aux biologistes et aux sages-femmes ont été

transmis à la Direction générale de la Fonction publique.

Quant aux trois projets de décrets exécutifs portant création d'institut supérieur de formation paramédicale, d'institut supérieur de formation de sages-femmes ainsi qu'un institut pour la formation paramédicale ont été à leur tour transmis au secrétariat général du gouvernement et sont en cours d'examen. L'on annonce, par ailleurs, que des commissions mixtes (ministère-FNTS) chargées de l'étude des régimes indemnitaires «dans les meilleurs délais» ont été mises en place.

S. A.

Droit de réponse du PT

Suite à la publication de l'article signé Sofiane Aït Iflis, intitulé «De l'art de s'opposer... à l'opposition» consacré au PT, publié dans votre édition du 16 février 2011, nous vous prions d'insérer la mise au point suivante :

«M. S.A.I. dénie au PT le droit de se prononcer, non pas sur les personnes, chose qu'il s'interdit, mais sur les positions publiquement assumées d'un parti politique et sur des événements politiques nationaux, à savoir les marches initiées par «La Coordination pour le changement».

Il n'est pas dans nos coutumes, ni de minimiser, ni d'amplifier les événements. Mais nous sommes en droit d'analyser le désintérêt qu'affichent les travailleurs et jeunes à l'égard de ces marches, alors que l'interdiction des marches n'a pas empêché plus d'un million d'Algériens de marcher en soutien à Ghaza, dans la capitale en janvier 2009.

Libre à M. S.A.I de sympathiser avec le parti de son choix, d'être en désaccord avec le PT et y compris de faire des lectures politiques des plus farfelues, mais aujourd'hui que plusieurs partis rejoignent la position du PT, dont le RCD qui la critiquait, et demandent la dissolution du Parlement, pourquoi ne leur reproche-t-il pas à eux aussi de ne pas se retirer du Parlement ? Quelle est donc cette éthique politique qui autorise le deux poids, deux mesures ?

M. S.A.I prétend que le P/APC de Boukhadra (Tébessa) qui a provoqué le jeune qui s'est immolé le 17 janvier, est un militant du

PT. Or, M. S.A.I avait pourtant lui-même téléphoné au siège national du parti à ce sujet, après l'immolation de la victime, et nous avions alors précisé que cet individu a été radié de nos rangs avant les présidentielles de 2009, parce qu'il avait dévié de la ligne du parti et qu'il a rejoint depuis le FLN. Bien sûr, M. S.A.I, s'est bien gardé de publier la mise au point. Quelques jours plus tard, un de ses collègues du *Soir d'Algérie* a reposé la même question à la SG du PT, lors d'une conférence de presse et a enregistré les clarifications. Alors pourquoi une telle désinformation ?

Pour notre part, nous n'encourageons personne ou à recourir à toute forme de suicide. Nous accordons, en effet, une importance capitale aux vies humaines, et privilégions le combat démocratique pour arracher les revendications, ce que nous faisons inlassablement.

Le jeune Bouterfif Mohcen, décédé suite à ses brûlures graves, était-il militant du RCD ? Nos élus locaux lui ont rendu visite à l'hôpital pour exprimer notre solidarité, car son appartenance politique ne modifie en rien le caractère tragique de son acte désespéré. Et la victime savait que le PT est totalement étranger à cette affaire. Alors, c'est étranger à toute morale d'exploiter un drame humain à des fins politiciennes.

Le PT milite pour obtenir le mandat de la majorité, afin de gouverner sur la base de son programme socialiste. C'est pourquoi, il n'est pas partisan du partage du pouvoir et n'adhère pas au concept «d'opposition», dont M. A. I. s'érige en porte-parole, une opposition qui

regroupe tout et son contraire, des militants sincères avec des personnalités et des partis qui, tantôt rejoignent le gouvernement (y compris de M. Bouteflika), tantôt s'y opposent, sans pour autant changer de position !

M. S.A.I n'est pas le représentant de «l'opinion», sauf la sienne bien sûr, pour donner des leçons au PT, quant aux positions qu'il doit adopter.

Nous avons défendu et défendrons la souveraineté nationale, y compris contre les politiques gouvernementales qui y portent atteinte.

Par conséquent le PT, tout en revendiquant la levée de toutes les restrictions sur les libertés démocratiques dont le droit d'organiser des marches à Alger, s'oppose fermement à l'ingérence étrangère. Car il n'y a pas de démocratie sans souveraineté nationale.

Et aucune pression d'où qu'elle vienne ne saurait nous faire abandonner nos positions principielles, quant à l'ingérence extérieure et la normalisation avec Israël.

C'est pourquoi nous nous sommes opposés à l'adhésion de notre pays, même si elle est d'ordre tactique, à la déclaration des chefs d'Etat arabes en 2002 à Beyrouth qui propose à l'Etat hébreu la normalisation collective en contre-partie de certains droits pour le peuple palestinien.

En réalité, M. S.A.I. déforme sciemment les positions du PT pour des desseins politiques partisans. Mais que fait-il de l'éthique et la déontologie ?»

Le secrétariat du Bureau politique